



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

CES/2003/9
6 juin 2003

FRANCAIS¹

COMMISSION DE STATISTIQUE et COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFERENCE DES STATISTICIENS EUROPEENS

Cinquante et unième réunion plénière
(Genève, 10-12 juin 2003)

**LA MONDIALISATION ET LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES:
QUELLES SONT LES QUESTIONS ET DANS QUELLE MESURE Y TROUVONS-NOUS
DES RÉPONSES?**

Document soumis par le U.S. Bureau of Economic Analysis²

I. INTRODUCTION :

1. La mondialisation impose de nouvelles exigences aux organismes de statistique, appelés à fournir l'information nécessaire pour éclairer l'élaboration des politiques dans un monde à l'économie de plus en plus interdépendante. Elle se manifeste par l'interdépendance des marchés financiers, le rôle croissant des multinationales, le transfert de technologie, la dépendance grandissante des marchés intérieurs à l'égard du commerce extérieur et l'interdépendance nécessaire des politiques monétaires, fiscales et réglementaires. D'ailleurs, l'interdépendance des politiques a suscité une demande accrue d'harmonisation des normes statistiques à l'échelle internationale, entraînant notamment l'harmonisation, la normalisation et la mise à jour du Système de comptabilité nationale (SCN) et du Manuel de la balance des paiements (MBP), l'élaboration de normes internationales en matière de diffusion de données ainsi que la production et la diffusion d'une série de manuels sur divers sujets allant du commerce international de services au tourisme.

2. Une bonne partie de ce travail visait à combler des lacunes d'information résultant de l'évolution de l'économie au moyen de méthodes classiques de collecte de données et de la structure actuelle des

¹ Le document original a été soumis en anglais; la traduction en français est fournie par Eurostat.

² Préparé par J. Steven Landefeld, directeur, et Ralph Kozlow, directeur associé, Économie internationale.

comptes nationaux. Afin de fournir les renseignements nécessaires à l'évaluation des répercussions économiques des multinationales, toutefois, il faut mener des enquêtes directes auprès des entreprises pour saisir les données sur les activités de leurs filiales étrangères et élaborer et/ou utiliser d'autres structures comptables. Malgré le coût de ces enquêtes et autres structures pour les organismes de statistique et le fardeau imposé aux entreprises répondantes, la taille, la croissance et les répercussions des sociétés multinationales ont motivé un certain nombre de pays à élaborer pareilles données ou à y songer.

3. L'un des principaux exemples est celui des États-Unis, pays qui est à la fois le plus gros investisseur direct au monde et l'hôte du plus gros stock d'investissement direct de l'étranger au monde. À la fin de l'exercice 2001, la valeur du bilan des investissements directs des États-Unis à l'étranger s'élevait à 1,6 billion de dollars et la valeur du bilan des investissements directs étrangers aux États-Unis était de 1,5 billion de dollars. En 2000, les exportations et les importations américaines de marchandises associées aux multinationales ayant leur siège social ou investissant aux États-Unis se chiffraient à près de 1,3 billion de dollars et représentaient près de la moitié des importations aux États-Unis et près des trois quarts des exportations de ce pays. En 2000 également, les sociétés mères américaines, leurs filiales étrangères et les sociétés affiliées des entreprises étrangères faisant affaire aux États-Unis employaient ensemble environ 337 millions de personnes aux États-Unis et à l'étranger (28 millions aux États-Unis sur une population active totale de quelque 130 millions). Le produit brut combiné des sociétés mères américaines et des sociétés affiliées faisant affaire aux États-Unis représentait le quart de la production intérieure brute des États-Unis.

4. Bien que certains pays ne tiennent pas de données sur l'investissement direct, des estimations établies récemment par les Nations Unies montrent l'importance de l'activité des multinationales à l'échelle mondiale³. D'après ces estimations, les ventes à l'échelle mondiale des sociétés étrangères affiliées ont atteint 19 billions de dollars en 2001, soit le double des exportations mondiales en 2001. (En comparaison, en 1990, les ventes des sociétés étrangères affiliées étaient supérieures d'environ 25 % seulement aux exportations mondiales.) Au cours de la période 1990-2001, le stock mondial d'investissement direct extérieur a augmenté en moyenne de 13 % par an, passant de 1,7 billion de dollars à 6,6 billions de dollars, comparativement à un taux de croissance annuel du PIB mondial en dollars courants de 3,5 %. En 2001, les sociétés étrangères affiliées représentaient le tiers des exportations mondiales.

5. Indéniablement, les multinationales sont de grosses sociétés qui mènent des activités importantes et dont le rôle et l'influence ont augmenté au fur et à mesure de leur expansion rapide au cours des dernières années. En raison de cette croissance, les questions posées au sujet des multinationales sont devenues plus nombreuses et plus variées. Le Congrès des États-Unis a fourni des fonds au fil des ans pour financer l'élaboration des enquêtes directes et des structures comptables nécessaires pour trouver des réponses à ces questions. C'est ainsi que les États-Unis possèdent aujourd'hui l'un des plus vastes programmes statistiques au monde de suivi de l'investissement direct.

³ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2002), *World Investment Report 2002: Transnational Corporations and Export Competitiveness*, Nations Unies, New York et Genève.

6. Dans le présent document, nous examinons l'expérience aux États-Unis et nous l'utilisons comme point repère pour cerner les questions clés posées au sujet du rôle et de l'influence des multinationales ainsi que des types de statistiques requises pour y trouver des réponses. Nous évaluons ensuite les statistiques américaines disponibles pour déterminer si elles nous permettent de répondre à ces questions. Enfin, nous précisons les mesures qui pourraient être prises pour combler les lacunes dans les statistiques et aider les responsables de l'élaboration des politiques et les autres utilisateurs de données, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, à trouver de meilleures réponses aux questions importantes qu'ils posent actuellement au sujet de l'incidence de l'investissement direct étranger.

II. QUELLES QUESTIONS POSE-T-ON AU SUJET DES MULTINATIONALES?

7. Le résumé qui suit vise à exposer les questions clés, à fournir les réponses émanant des données américaines sur l'investissement direct et à cerner certaines des questions qui restent sans réponse ainsi que les données additionnelles qui pourraient être requises. Les questions sont tirées principalement des recherches universitaires et des études des politiques menées aux États-Unis. Bien entendu, il est impossible de dresser la liste complète des questions posées au sujet des multinationales, mais il est possible de cerner les questions clés posées aux États-Unis et à l'étranger par les principaux décideurs, chercheurs et autres personnes qui ont une bonne connaissance, y compris sur le plan pratique, des questions concernant les multinationales ou liées à la mondialisation de façon générale.

Bref historique

8. Avant de tâcher de déterminer dans quelle mesure nous trouvons des réponses aux questions clés, il est peut-être utile de situer dans un contexte historique les études et les activités de collecte des données menées actuellement aux États-Unis. Le gouvernement des États-Unis recueille certains renseignements sur l'investissement direct depuis le début des années 1900, mais la collecte systématique des données date d'environ 1950. On a commencé alors à recueillir certaines données sur l'activité globale des sociétés mères et des sociétés affiliées, mais il s'agissait surtout de recueillir les données nécessaires pour établir les comptes de la balance des paiements des États-Unis; les données sur l'activité globale étaient généralement considérées comme venant s'ajouter aux données sur la balance des paiements et elles servaient principalement à analyser l'incidence de l'investissement direct sur la balance des paiements, par exemple la mesure dans laquelle la production à l'étranger des sociétés affiliées d'entreprises américaines faisant affaire à l'étranger venait remplacer les exportations américaines ou s'y ajoutait utilement. Jusque vers le milieu des années 70, l'accent était mis beaucoup plus sur les données sur l'investissement direct des États-Unis à l'étranger (investissement extérieur) qui, à l'époque, était beaucoup plus important que l'investissement direct de l'étranger aux États-Unis (investissement intérieur).

9. Étant donné la croissance de l'investissement extérieur et l'accélération de la croissance de l'investissement intérieur au cours des années 70 et 80, l'intérêt porté aux aspects de l'investissement direct n'ayant pas d'incidence sur la balance des paiements, comme ses effets sur l'emploi, le transfert de technologie et la production intérieure, a augmenté au point où une importance égale était accordée à

la collecte de données sur les deux types d'investissement, intérieur et extérieur. En réponse, le BEA a élargi les données qu'il recueillait sur l'activité globale des sociétés mères américaines et de leurs filiales étrangères et lancé de nouvelles enquêtes pour recueillir des données sur l'activité globale des sociétés affiliées des entreprises étrangères faisant affaire aux États-Unis.

10. La croissance rapide de l'investissement intérieur donnant lieu à des inquiétudes croissantes vers la fin des années 80, le Congrès et le public ont demandé d'avoir plus d'information pour pouvoir évaluer l'incidence de l'investissement intérieur sur des branches d'activité et des États particuliers. On a donc déployé des efforts pour coupler les données du BEA sur l'investissement direct au niveau des entreprises aux données du Census Bureau et du Bureau of Labor Statistics au niveau des établissements, afin d'obtenir des données plus détaillées selon la branche d'activité et l'État sur les entreprises étrangères faisant affaire aux États-Unis qui fournissent des données au BEA. Ce projet était l'une de plusieurs améliorations résultant simplement d'une meilleure utilisation des données existantes, sans imposer un fardeau supplémentaire aux entreprises. (Les autres importants projets d'amélioration des données n'entraînant pas de fardeau de réponse supplémentaire étaient l'élaboration d'estimations du produit brut des sociétés affiliées, l'élaboration d'un cadre supplémentaire fondé sur la propriété du compte courant et les réévaluations par le BEA de l'investissement direct à partir du coût historique, ou de la valeur comptable, selon les estimations fondées sur les prix courants du marché.)

11. Dernièrement, le BEA a mené d'importants travaux méthodologiques conceptuels qui ont abouti à la collecte d'éléments d'information supplémentaires et à l'amélioration des concepts. En outre, le BEA participe activement à des travaux menés dans le monde entier pour éclaircir les concepts et examiner la ligne de démarcation entre l'investissement direct et d'autres types d'investissement. Par exemple, le personnel du BEA a participé activement à l'élaboration du *Manuel de la balance des paiements*, du *Manuel des statistiques du commerce international des services* et du *SCN*. En outre, il participe à divers groupes de travail de l'OCDE ainsi qu'à d'autres groupes de travail qui se penchent sur des questions comme l'investissement direct, les prêts inexécutés, la mesure du commerce des logiciels, la mesure des services d'assurance et diverses autres questions statistiques et de mesure.

12. Le BEA a répondu ainsi au besoin accru d'information pertinente permettant d'analyser et de comprendre le rôle des multinationales dans le processus de mondialisation. En outre, tout au long de l'évolution de son programme de collecte des données, le BEA a pris des mesures visant à améliorer l'exactitude et l'actualité de ses données. Toutefois, à l'heure de la mondialisation, il ne suffit plus de tâcher d'améliorer l'exactitude, l'actualité ou la pertinence des données sur l'investissement direct. Il est nécessaire aussi d'assurer la comparabilité des données, tant aux données sur l'économie intérieure qu'à celles sur l'investissement direct d'autres pays. (À cet égard, il convient de mentionner notamment la diffusion en 1997 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord qui facilite une plus grande comparabilité des données des États-Unis et de celles produites par le Canada et le Mexique.) En outre, pour réduire au minimum le fardeau de réponse et accroître l'utilité des données, il est essentiel d'organiser et d'améliorer les données recueillies⁴. Ces dernières années, le BEA, ses

⁴ Pour une discussion de la façon dont l'U.S. Bureau of Economic Analysis organise et améliore les données qu'il obtient des multinationales, consulter « Measuring Globalization: The Experience of the United States of America », Obie G. Whichard, préparé pour le 22^e séminaire du CEIES tenu à Copenhague, au Danemark, en juin 2003.

homologues dans d'autres pays et les organismes internationaux ont tous déployé davantage d'efforts pour accroître la comparabilité des statistiques sur l'investissement direct entre pays et, dans le cas d'un pays donné, aux données sur l'économie intérieure auxquelles les données sur l'investissement direct peuvent être comparées.

Quelles sont les questions posées et dans quelle mesure y trouvons-nous des réponses?

13. Les États-Unis ont fait d'importants progrès pour ce qui est de fournir l'information utilisée pour répondre à bon nombre des questions clés posées au sujet de la mondialisation. Voici certaines de ces questions clés :

- Quelle est l'incidence des multinationales sur la production, les revenus et l'emploi dans leur pays et dans ceux où elles font affaire? Les multinationales exportent-elles des emplois? Quelle incidence ont-elles sur les salaires?

14. On exprime souvent la crainte que les sociétés multinationales ne déplacent leurs activités de production à l'étranger, dans des pays où les salaires sont plus faibles, ce qui aurait pour effet d'exporter des emplois et d'exercer des pressions à la baisse sur les salaires dans leur pays. Toutefois, selon des éléments probants qui émanent des États-Unis, les multinationales investissent à l'étranger pour avoir accès aux marchés plutôt que pour tirer avantage des faibles salaires et la part de leurs activités menées à l'étranger n'a pas augmenté sensiblement au fil du temps. Voici ce que révèlent les données du BEA :

- La production à l'échelle mondiale, les dépenses en immobilisations et l'emploi des multinationales américaines sont restés concentrés aux États-Unis en 2000; les sociétés mères américaines représentent environ les trois quarts, et les SAEPM, environ le quart de leur produit brut de 2 695,3 milliards de dollars, leurs dépenses en immobilisations de 519,6 milliards de dollars et leur emploi de 31,2 millions de dollars combinés. Ces parts demeurent essentiellement inchangées par rapport à 1989⁵.

(« SAEPM », ci-dessus, est l'acronyme de « sociétés affiliées étrangères à participation majoritaire ».)

15. Il y a aussi d'importantes indications que les taux de salaire dans le pays étranger dans lequel l'investisseur mène des activités n'ont pas d'incidence significative sur le propre pays de l'investisseur. En outre, la production dans le pays de la multinationale (ci-après appelé pays d'origine) et le pays étranger où elle fait affaire (ci-après appelé pays hôte) est corrélée positivement avec les nouveaux investissements directs (et les indications sont nombreuses qu'un nouvel investissement direct étranger d'un dollar augmente la production davantage qu'un nouvel investissement intérieur d'un dollar). L'incidence des nouveaux investissements directs sur l'emploi dans le pays hôte et dans le pays

⁵ « U.S. Multinational Companies: Operations in 2000 », par Raymond Mataloni, Jr., *Survey of Current Business*, décembre 2002, p. 112.

d'origine n'est pas claire⁶. Toutefois, ce manque de clarté est moins attribuable à l'absence de données sur l'emploi qu'à la nécessité de faire la distinction entre les répercussions du nouvel investissement direct sur l'emploi, d'une part et, d'autre part, les répercussions globales sur le plan macroéconomique et celles sur une branche d'activité donnée.

- Qu'est-ce qui détermine les lieux de production des multinationales?

16. Les données du BEA sur l'investissement direct étranger ont aidé à réfuter l'une des fausses idées répandues au sujet des multinationales selon laquelle le plus important facteur déterminant le choix du lieu de leur investissement à l'étranger est l'accès à une main-d'œuvre faiblement rémunérée. En fait, le facteur déterminant le plus important semble être l'accès à de grands marchés prospères. Les sociétés ont tendance à investir dans le but de *vendre* des biens et services plutôt que d'avoir accès à une main-d'œuvre peu coûteuse ainsi qu'à d'autres ressources pour *produire* des biens et services. Plus des trois quarts de l'investissement direct des États-Unis à l'étranger est fait dans des pays développés. Il est intéressant de constater que, dans le secteur de la fabrication, 80 % de la production des sociétés affiliées à l'étranger a lieu dans des pays développés où les salaires sont élevés et où divers facteurs non salariaux favorisent l'investissement, y compris l'accès aux marchés, la production de produits destinés au marché local, les services locaux et les activités locales de soutien, de vente et de publicité, les incitatifs fiscaux ou les frais de transport réduits.

- Comment les multinationales réagissent-elles aux barrières commerciales et aux obstacles à l'investissement; aux incitatifs fiscaux et aux encouragements à l'investissement?

17. Comme il a été mentionné ci-dessus, jusqu'à tout récemment on considérait que le principal facteur déterminant de l'investissement direct étranger était l'accès à des économies développées offrant de grands marchés en expansion. Les lois fiscales et les incitatifs fiscaux étaient jugés d'importance secondaire. Plus récemment, l'importance des lois fiscales et des encouragements à l'investissement a peut-être augmenté en raison de la prolifération des encouragements à l'investissement et des nombreuses modifications apportées au droit fiscal aux États-Unis⁷.

- Comment les multinationales contribuent-elles aux transferts de technologie transfrontaliers?

18. L'une des principales préoccupations dont on fait état au sujet des multinationales est qu'elles érodent l'avantage technologique des États-Unis, soit parce que des sociétés américaines font des

⁶ Les données recueillies par le gouvernement des États-Unis pourraient éventuellement permettre de procéder à une étude de l'incidence des prises de contrôle par les sociétés étrangères (et de la façon dont elles se comparent à des prises de contrôle plus générales) sur les niveaux d'emploi et les taux de salaire aux États-Unis, mais (partiellement en raison de problèmes non réglés de partage des données entre organismes) ces ensembles de données n'ont pas encore été utilisés à cette fin.

⁷ « Chains of Ownership, Regional Tax Competition, and Foreign Direct Investment », par Mihir A. Desai, C. Fritz Foley et James R. Hines, Jr., dans *Foreign Direct Investment in the Real and Financial Sector of Industrial Countries*, sous la direction de Heinz Herrman et Robert Lipsey; Springer-Verlage, 2003.

transferts de technologie à leurs partenaires en investissement à l'étranger, soit parce que des sociétés étrangères achètent des sociétés américaines de haute technologie pour avoir accès à la technologie et aux connaissances américaines. Malheureusement, les transferts de technologie sont très difficiles à cerner et à mesurer. Ils peuvent se produire simplement du fait qu'un employé se rend dans une société affiliée à l'étranger où il discute de technologie ou par une série de courriels au lieu de faire l'objet d'un versement explicite d'une redevance ou d'un paiement prévu par un contrat de licence qui figure dans les états comptables des sociétés ou dans les rapports des investissements directs à l'étranger.

19. Par défaut, les recherches ont surtout visé à cerner et à classer par catégories les branches d'activité dans lesquelles les entreprises étrangères investissent et leurs dépenses au titre de la recherche et développement. On constate qu'elles investissent surtout dans les mêmes branches d'activité que leur société mère et que leurs investissements ne sont qu'un peu plus concentrés dans les branches axées sur la technologie de pointe que ceux de toutes les sociétés américaines combinées⁸. L'activité de recherche et développement a augmenté plus rapidement dans les entreprises appartenant à des intérêts étrangers que dans toutes les entreprises américaines, mais ce phénomène tient peut-être simplement à la propension de ces entreprises — comme des multinationales américaines — à investir dans des branches d'activité plus concentrées, à plus forte intensité de capital, à plus grande productivité, où les salaires sont plus élevés et qui sont davantage axées sur la technologie de pointe. D'autres données élaborées par la National Science Foundation, l'U.S. Census Bureau et le Bureau of Economic Analysis peuvent apporter d'autres éclaircissements sur ce sujet.

- Quelle est l'incidence des multinationales sur les flux des échanges et les balances commerciales?

20. Même si le commerce des multinationales représentait plus de la moitié des importations des États-Unis et près des trois quarts des exportations de ce pays, les répercussions des investissements des multinationales à l'étranger sur le commerce total des États-Unis ou sur la balance commerciale de ce pays ne sont pas claires. Nombreux sont ceux qui affirmeraient que l'investissement à l'étranger a pour effet d'accroître le volume total des échanges et de la production plutôt que de remplacer la production intérieure par la production étrangère. D'ailleurs, la part de la production totale des multinationales américaines qui s'effectue à l'étranger n'affiche pas de tendance à la hausse. Cependant, les études du BEA montrent que, dans le cas du pays de certaines sociétés mères, les ventes des sociétés affiliées d'entreprises américaines dans certaines branches d'activité ont un contenu d'importation très élevé. Pourtant, le contenu d'importation de la plupart des sociétés affiliées des entreprises étrangères faisant affaire aux États-Unis dans la plupart des branches d'activité n'était pas particulièrement élevé par rapport à celui des sociétés mères américaines⁹. En outre, certaines des branches d'activité dans lesquelles le contenu d'importation des sociétés affiliées d'entreprises étrangères faisant affaire aux États-Unis est le plus élevé représentent essentiellement des activités de commerce de gros, les sociétés affiliées ayant été établies pour faciliter la distribution des biens produits

⁸ « Foreign Direct Investment in the United States, An Update », Département du Commerce des États-Unis, 1993 et 1997.

⁹ William J Zeile, « Merchandise Trade of U.S. Affiliates of Foreign Companies », *Survey of Current Business*, octobre 1993.

par leurs entreprises mères étrangères. Dans plusieurs cas, ces sociétés affiliées ont ensuite été remplacées par des filiales manufacturières qui, au fil du temps, peuvent compter de plus en plus sur leur propre valeur ajoutée et sur les entrées intermédiaires acquises localement et moins sur les importations de leurs sociétés mères étrangères.

21. On peut peut-être se faire une meilleure idée de la contribution des multinationales à l'économie des États-Unis en examinant les mesures supplémentaires fondées sur la propriété du BEA du compte courant des États-Unis. Ces mesures mettent en évidence les importantes ventes à l'étranger des sociétés américaines et étrangères et leur lien avec le revenu commercial et d'investissement des États-Unis¹⁰.

- Les multinationales investissent-elles à l'étranger principalement à des fins d'intégration verticale, menant différentes étapes de production dans différents pays, ou bien leur expansion internationale a-t-elle tendance à être davantage horizontale, des processus essentiellement identiques étant reproduits dans de nombreux pays?

22. Selon plusieurs études, la majorité des investissements des multinationales est de nature horizontale. L'investissement direct étranger, nous le répétons, est dicté par l'accès à de grands marchés en expansion plutôt que par l'accès à une main-d'œuvre faiblement rémunérée pour les étapes à forte intensité de travail du processus de production ou l'accès sur les lieux aux matières premières pour le traitement initial. En exploitant des installations identiques dans chaque pays ou région, les sociétés peuvent intégrer leurs activités de vente, de publicité, de production, d'inventaire des stocks et de livraison de leurs produits de manière à répondre aux besoins particuliers des différents marchés.

- Comment les entreprises étrangères diffèrent-elles des entreprises intérieures?

23. À un moment donné, particulièrement durant la vague d'investissements japonais au début des années 90, les pratiques opérationnelles des entreprises étrangères ont donné lieu à des préoccupations, particulièrement de la part des syndicats. Les sociétés affiliées des entreprises étrangères faisant affaire aux États-Unis verseraient-elles des salaires inférieurs, embaucheraient-elles des travailleurs moins qualifiés ou utiliseraient-elles leurs installations à l'étranger comme point de transit, investissant moins dans les biens d'immobilisation et menant moins d'activités de recherche et développement, ces fonctions étant réservées à leur siège social dans leur propre pays?

¹⁰ J. Steven Landefeld, Obie G. Whichard et Jeffrey H. Lowe, « Alternative Frameworks for U.S. International Transactions », *Survey*, décembre 1993. Jeffrey H. Lowe, « An Ownership-Based Framework of the U.S. Current Account, 1989-2001 », *Survey*, janvier 2003. Le cadre fondé sur la propriété regroupe le revenu d'investissement direct ou provenant des ventes par l'entremise des sociétés affiliées et les échanges transfrontaliers de biens et services, de manière à souligner le rôle actif des sociétés mères dans la gestion et la coordination des activités de leurs filiales. (Ce revenu diffère fondamentalement du revenu d'autres types d'investissement et pourrait être considéré en quelque sorte comme représentant des frais de gestion implicites qui rémunèrent la société mère qui participe activement aux activités de sa filiale.) Le cadre fournit aussi des renseignements beaucoup plus détaillés sur les échanges entre multinationales que ne le fait le cadre classique.

24. Selon les données du BEA, les entreprises aux États-Unis appartenant à des intérêts étrangers ont tendance en réalité à payer des salaires supérieurs à la moyenne mais, après correction pour tenir compte de l'effet des différences de composition industrielle, elles versent à peu près les mêmes salaires que les entreprises américaines dans les mêmes branches d'activité. En outre, les investisseurs étrangers ont tendance à investir dans les branches d'activité américaines qui sont relativement capitalistiques ainsi qu'à exécuter et à consommer de vastes quantités de recherche et développement.

- Quelle proportion des entreprises d'une branche d'activité donnée au pays appartiennent à des sociétés étrangères?

25. Le BEA et le Bureau of the Census ont couplé les données sur l'investissement étranger direct aux États-Unis recueillies par le BEA aux données sur tous les établissements américains recueillies par le Census Bureau et ce nouvel ensemble de données a permis de produire des estimations détaillées montrant la proportion des entreprises dans les branches d'activité aux États-Unis qui appartiennent à des sociétés étrangères¹¹. En outre, dans un projet parallèle, les données du BEA ont été couplées avec celles du Bureau of Labor Statistics pour 1989 et 1990 portant sur un certain nombre de variables liées à l'emploi, y compris des données sur la structure professionnelle des établissements manufacturiers aux États-Unis appartenant à des intérêts étrangers. Des études menées par le personnel du BEA ainsi que d'autres chercheurs et fondées en partie sur ces ensembles de données couplées ont montré la proportion des entreprises dans chaque branche d'activité au pays (à un niveau de détail fin de classification des branches d'activité) qui appartiennent à des sociétés étrangères.

26. Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses questions posées au sujet de l'investissement direct étranger. Comme on peut le constater, les données existantes ont permis de répondre à ces questions dans une assez grande mesure. Toutefois, comme nous le montrons ci-dessous, il reste de nombreuses questions auxquelles on n'a pas trouvé de réponse aussi complète ou exacte. Les recherches futures devront notamment approfondir les questions suivantes :

- Les multinationales contribuent-elles aux crises financières internationales, comme les crises cambiaires, ou au contraire aident-elles à les atténuer?
- Dans le cas des échanges à l'intérieur des entreprises, les prix sont-ils établis sans lien de dépendance ou de manière à réattribuer les bénéfices afin d'éviter de payer des impôts?

27. Ces deux questions ont fait l'objet de nombreuses études mais il n'y a pas de consensus d'opinion sur leurs résultats. D'autres recherches s'imposent et il faudra probablement recueillir des données supplémentaires avant de parvenir à un consensus.

- Quel est le rôle des multinationales dans les flux financiers internationaux?

¹¹ Plus particulièrement, jusqu'ici, le BEA et le Census Bureau ont publié des données pour 1987, 1992 et 1997 sur le nombre d'établissements manufacturiers et non manufacturiers appartenant à des intérêts étrangers ainsi que sur leur effectif, leur masse salariale et la valeur de leurs expéditions. En outre, les données sur ces postes ainsi que d'autres pour les établissements manufacturiers appartenant à des intérêts étrangers pour 1988-1991 ont été publiées d'après les données de l'enquête annuelle des manufactures (Annual Survey of Manufactures) du Census Bureau.

28. La réponse à cette question n'est pas évidente. Même si les flux financiers qui ont une incidence sur les comptes de la balance des paiements des États-Unis font généralement l'objet d'un suivi minutieux, en raison de nombreux facteurs (y compris des structures organisationnelles complexes, des arrangements financiers qui sortent de l'ordinaire et un réseau décentralisé de collecte de données) il est impossible d'isoler les flux associés aux seules multinationales.

- Quelle est l'incidence des multinationales sur les grands agrégats nationaux comme le PIB, la productivité, le taux d'inflation et les bénéfices des sociétés?

29. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les données recueillies montrent une corrélation positive entre, d'une part, la production dans le pays d'origine et dans le pays hôte et, d'autre part, les nouveaux investissements directs et de nombreuses données laissent supposer qu'un nouvel investissement direct de l'étranger d'un dollar entraîne une production plus élevée qu'un nouvel investissement intérieur d'un dollar. Néanmoins, il faudra procéder à d'autres recherches pour bien comprendre les répercussions des multinationales sur les agrégats nationaux.

- En ce qui a trait à l'environnement, y a-t-il une « course vers le bas » dans laquelle les gouvernements qui se font concurrence pour attirer des investissements plus importants sont disposés à accepter des normes environnementales très faibles (ou réduites)?

30. Certains chercheurs ont examiné les répercussions des multinationales sur la qualité de l'environnement. Selon les résultats de leurs études, de façon générale, les multinationales n'auraient pas une incidence négative sur la qualité de l'environnement; selon certaines données, elles pourraient même avoir au contraire une incidence positive, particulièrement dans les pays non développés. Toutefois, il y a aussi des exemples de multinationales qui contribuent à la pollution de l'air ou de l'eau. Il faudra recueillir d'autres données et procéder à d'autres recherches pour approfondir cette question. À l'heure actuelle, on recueille très peu de données directement auprès des multinationales dont on peut se servir pour examiner cette question.

Même si nous pouvons répondre à bon nombre de questions clés, il reste beaucoup à accomplir

31. De toute évidence, les données disponibles actuellement aux États-Unis permettent de répondre à plusieurs des questions posées ci-dessus, du moins en partie. Toutefois, il y a de bonnes raisons de ne pas accepter ces résultats de recherche comme étant définitifs.

32. D'abord, il n'est pas clair si les expériences aux États-Unis s'appliquent à d'autres pays où les règles fiscales, la législation, les attributs de la main-d'œuvre, l'étape du développement, etc., peuvent être fort différents. Ensuite, même aux États-Unis, les réponses aux questions peuvent changer au fur et à mesure que l'investissement direct continue d'augmenter, que nous passons par différentes étapes du cycle économique et que les lois fiscales évoluent.

33. Il convient de souligner les importantes asymétries bilatérales relevées dans des données qui sont censées mesurer les mêmes positions ou transactions, ou des positions ou transactions similaires. Les réponses à certaines questions pourraient changer au fur et à mesure que des données plus complètes ou plus exactes sont recueillies. Malheureusement, certaines des différences observées entre les estimations bilatérales tiennent probablement à des erreurs d'estimation. Reconnaisant cette possibilité, entre autres raisons, le Fonds monétaire international et d'autres intervenants ont pris des mesures dynamiques destinées à améliorer la qualité des statistiques mondiales, mais il s'agit d'une tâche monumentale qui exigera un investissement considérable de temps et de ressources.

34. D'autres asymétries bilatérales sont probablement attribuables à des différences entre les définitions et les concepts utilisés pour les divers pays pour produire des estimations ou concevoir des questionnaires d'enquête. Comme il a été mentionné plus haut, à l'heure de la mondialisation, la comparabilité des données — tant aux données de l'économie intérieure qu'aux données d'autres pays — est un objectif important¹².

35. Tout en relevant les défis qui se posent actuellement, nous devons être attentifs aux problèmes nouveaux et qui se dégagent. Les forces de la mondialisation viennent probablement aggraver les difficultés auxquelles se heurtent les compilateurs des données qui s'occupent de ces comptes en entraînant de nouveaux arrangements commerciaux (comme des inversions de sociétés), l'expansion des branches d'activité axées sur la technologie de pointe, l'importance croissante des services (et les questions connexes quant à la façon de procéder pour définir et mesurer les activités du secteur des services) et de nouvelles façons de financer les activités ou de couvrir les risques. Les forces de la mondialisation peuvent être à l'origine d'innovations qui peuvent donner lieu à des lacunes et des déséquilibres dans les comptes. Par exemple, certaines entreprises peuvent verrouiller les taux de change en ayant recours à des instruments dérivés, ce qui peut aboutir à des déséquilibres dans les comptes si les deux entrées (dans les données commerciales et dans le compte financier de la balance des paiements) ne se compensent pas exactement. En outre, les fabricants peuvent cesser de mener leurs activités suivant la méthode conventionnelle, c'est-à-dire en prenant possession des biens qu'ils transforment, et devenir des agents payés pour transformer des biens qui ne leur appartiennent pas, d'où de nouveaux défis sur le plan de la mesure et de la classification. Ce ne sont là que quelques-uns des types de défis que nous serons appelés à relever pour continuer de bien satisfaire aux besoins de nos utilisateurs.

¹² Pour favoriser l'atteinte de cet objectif, les États-Unis ont récemment identifié de nombreux cas limites entre l'investissement direct et d'autres types d'investissements, qui ne font pas l'objet d'une définition ou d'un traitement largement acceptés. Au nombre des types d'investissements cernés, on peut citer les fonds mutuels; les sociétés en fiducie; les coquilles vides; les positions entre intermédiaires financiers et entreprises affiliées dont l'activité principale n'est pas l'intermédiation financière; les bureaux qui fournissent des services du type relations publiques; les bureaux de vente des fabricants; les bureaux de promotion du tourisme et des affaires; les nouveaux bureaux; les gares, billetteries, terminus ou installations portuaires d'une ligne aérienne ou de l'exploitant d'un navire. On a déterminé ces cas limites notamment afin de promouvoir leur traitement uniforme à l'échelle internationale en informant d'autres pays du traitement adopté par les États-Unis et en le justifiant dans les cas où il n'est pas clair. Voir Ralph Kozlow, « Exploring the Borderline Between Direct Investment and Other Types of Investment: The U.S. Treatment », (BOPCOM-02/35), document présenté à la réunion du Comité des statistiques de balance des paiements du FMI qui a eu lieu en octobre 2002 à Canberra, en Australie.

IV. QUELLES MESURES LE BEA OU D'AUTRES ORGANISMES DE STATISTIQUE DEVRAIENT-ILS PRENDRE POUR FOURNIR DES DONNÉES DE MEILLEURE QUALITÉ ET EN PLUS GRAND NOMBRE À NOS UTILISATEURS?

36. En notre qualité d'organismes de statistique, nous pourrions prendre de nombreuses mesures pour améliorer l'exactitude, la cohérence et la qualité de nos données. Par exemple, pour améliorer la cohérence des données entre les pays, nous pourrions mettre à jour et élargir les normes internationales sur les données statistiques en définissant les catégories de positions et de transactions clés de manière pratique et utile aux utilisateurs des données (« pratique » s'entend de la facilité avec laquelle les agents économiques ou les répondants aux enquêtes peuvent déclarer les données ou de la facilité avec laquelle on peut estimer les données qui ne sont pas déclarées directement). Comme nous l'avons mentionné plus haut, le BEA a collaboré récemment à l'établissement de normes internationales plus uniformes en rédigeant un document de discussion dans lequel il a cerné les principaux domaines d'investissement direct qui constituent des cas limites. Le BEA a entrepris ce travail à la suite de l'annonce par le FMI de son intention de mettre à jour le *Manuel de la balance des paiements*. Le projet de mise à jour du *Système de comptabilité nationale* des Nations Unies constitue une autre raison et présente une autre occasion d'élaborer et de mettre à jour les normes méthodologiques et les systèmes de classification.

37. Les données seraient étoffées et améliorées si les organismes de statistique entreprenaient d'autres projets de collaboration visant à améliorer l'exactitude des données et à accroître l'utilité de leurs données. Les comparaisons bilatérales des données peuvent aboutir à des améliorations importantes, et il est clair que ces comparaisons pourraient et devraient être entreprises en plus grand nombre¹³.

38. En outre, la production de données serait améliorée si les organismes de statistique utilisaient plus complètement les données qu'ils recueillent déjà. Par exemple, comme nous l'avons mentionné plus haut, le BEA a intégré les données financières et d'exploitation des multinationales à ses données sur la balance des paiements en diffusant un cadre supplémentaire fondé sur la propriété du compte courant des États-Unis. En outre, le BEA a utilisé les données recueillies sur divers frais à l'égard de la production (rémunération des employés, amortissement, etc.) pour calculer des estimations de la production brute (valeur ajoutée) des multinationales. Enfin, le BEA mène diverses activités analytiques de recherche à l'appui de ses données sur les multinationales. Ces recherches visent à permettre d'interpréter les données et de les mettre en contexte, ainsi qu'à élaborer de nouvelles méthodes et

¹³ À titre d'exemple d'un projet de rapprochement des données réussi, mentionnons le rapprochement annuel du compte courant du Canada et des États-Unis. Ce projet, mené annuellement depuis 1970, montre les avantages qui découlent d'un rapprochement bilatéral de données détaillées exécuté avec soin. Toutefois, ce projet a révélé également qu'un projet de rapprochement de qualité peut être à forte intensité de ressources. Du point de vue pratique, les projets de rapprochement bilatéraux entrepris par deux pays doivent probablement se limiter à ceux dont on s'attend à retirer des avantages importants et qui n'imposent pas un fardeau indu aux ressources des organismes de statistiques. Partiellement pour cette raison, peut-être, les organismes internationaux y compris le FMI et Eurostat ont facilité dernièrement de plus en plus les projets de comparaison et de rapprochement de données.

mesures. Néanmoins, le BEA reconnaît qu'il reste encore beaucoup à accomplir et il continue d'explorer les possibilités d'accroître l'utilité des données qu'il a déjà recueillies.

39. En outre, les organismes de statistique devraient chercher activement à éliminer les lacunes tant dans leur couverture des transactions transfrontalières que dans leur couverture des données financières et d'exploitation des sociétés affiliées. Par exemple, le BEA actuellement recueille très peu de renseignements qui pourraient être utilisés pour déterminer l'incidence des multinationales sur la qualité de l'environnement¹⁴.

40. Sur le plan plus général, il existe probablement de nombreuses autres façons dont les organismes de statistique peuvent améliorer leurs produits et aider à garantir que les besoins des utilisateurs des données sont satisfaits, non seulement en ce qui a trait aux données sur les sociétés multinationales et les indicateurs de la mondialisation mais aussi de façon plus générale. Ils pourraient, par exemple, mener des sondages sur la satisfaction de la clientèle, solliciter régulièrement la rétroaction des utilisateurs des données, élaborer et mettre à jour périodiquement des plans stratégiques en vue d'améliorer les produits et les opérations des organismes, et établir des groupes consultatifs externes composés de spécialistes chargés de faire des suggestions et formuler des commentaires à l'intention des organismes de statistique. Ensemble, ces mesures peuvent aider à garantir que les organismes de statistique satisfont aux besoins des responsables de l'élaboration des politiques, des chercheurs, des employés et de leurs autres intervenants.

V. CONCLUSION

41. Même si le BEA et les organismes de statistique partout dans le monde ont beaucoup accompli, il leur incombe de suivre le rythme de l'évolution de l'économie mondiale. Pour couvrir l'activité des multinationales d'une manière efficace, il faut à notre avis mener des enquêtes directes permettant de recueillir les données nécessaires, ce qui est loin d'être une tâche insignifiante pour les organismes de statistique. Pourtant, les forces de la mondialisation ont accéléré le rythme auquel le monde évolue et les organismes de statistique ne peuvent répondre à la demande de données pertinentes qu'en menant des enquêtes auprès des multinationales pour recueillir des données pertinentes et à jour. Cette tâche est d'importance capitale car ces données sont essentielles pour permettre de trouver une réponse objective aux nombreuses questions difficiles posées au sujet du rôle et de l'incidence des multinationales.

¹⁴ On constate aussi des lacunes dans les données du BEA concernant certains aspects des comptes qui ne sont pas associés spécifiquement aux multinationales. Par exemple, le BEA n'a pratiquement pas de données sur les instruments financiers dérivés et bon nombre de ses enquêtes sur les transactions associées aux services des sociétés non affiliées sont menées annuellement seulement. Les efforts déployés pour éliminer les lacunes dans les données sur les multinationales doivent s'inscrire dans le cadre d'un plus vaste effort déployé par les organismes de statistique pour cerner et éliminer toutes les importantes lacunes dans les données, qu'il s'agisse de la couverture des transactions transfrontalières ou des données financières et d'exploitation des multinationales.